

DÉLIBÉRATION

Conseil d'administration

Séance du 8 octobre 2024

Délibération

n° 150-2024

Point 3.2

Point 3.2 de l'ordre du jour Budget du niveau 1 aux niveaux 2 - 2025

EXPOSE DES MOTIFS :

La dotation du niveau 1 aux niveaux 2 est la deuxième étape de la procédure budgétaire. Cette phase a pour objet de répartir les moyens affectés à l'université entre le budget central, dédié aux fonctions transverses, et les entités de niveaux 2. Elle traduit concrètement les dispositions arrêtées par le Conseil d'administration du 25 juin 2024 à l'occasion du débat d'orientation budgétaire.

Concrètement, cette étape intermédiaire consiste à évaluer l'ensemble des ressources dont bénéficie l'établissement et d'en proposer la répartition entre les différentes missions de l'université.

En matière de ressources, ce projet de budget N1-N2 est établi sur la base d'une reconduction des dotations de l'Etat notifiées en 2024. Ces dotations sont en augmentation de 2,5 M€ par rapport au N1-N2 précédent. La prévision de dotation de masse salariale (hors COMP) progresse de 3,3 M€ compte-tenu de la compensation par l'Etat de seulement la moitié de l'augmentation de la masse salariale découlant des hausses du point d'indice de juillet 2023 et de janvier 2024. La dernière tranche du Contrat d'Objectifs, de Moyens et de Performances 2023-2025 est ajoutée pour 1,78 M€. Enfin, les autres recettes de niveau central sont programmées en hausse de 3,5 M€ dont 0,9 M€ au titre des ressources propres et 2,6 M€ au titre des frais environnés.

En matière de dépenses, la construction budgétaire est basée sur la reconduction des dotations centrales aux composantes de formation, aux unités de recherche et aux services communs et centraux. La réserve de précaution est également reconduite pour développer le soutien à des actions de solidarité au service de la stratégie de l'établissement.

La masse salariale programmée au N1-N2 de 2025 se monte à 361,3 M€, en hausse de 9,4 M€ par rapport à l'an passé. Elle tient compte des différentes mesures salariales partiellement financées et d'un GVT évalué à 1,8 M€ supporté intégralement par l'établissement.

Les moyens alloués à la politique immobilière sont réduits de 5,4 M€ par rapport au dernier projet de budget N1-N2 sous l'effet de la baisse projetée de la dépense de fluides de 5,5 M€. Les autres moyens dédiés à l'immobilier sont augmentés de 0,2 M€, tout comme l'enveloppe relative à l'entretien locatif des bâtiments de formation et de recherche (+ 0,3 M€). Enfin, des dotations complémentaires sont allouées pour la sûreté et la vidéoprotection ainsi que pour le numérique (0,2 M€).

L'amortissement net est projeté à un niveau équivalent à celui de 2024 (11,5 M€) et le provisionnement net des passifs sociaux à 0,4 M€.

A cette deuxième étape de la construction du budget, les recettes centrales sont prévues à hauteur de 448,6 M€ pour des dépenses de fonctionnement de 464,8 M€. L'allocation interne des moyens est ainsi en déséquilibre de 16,2 M€ en fonctionnement, principalement du fait du besoin de financement de la masse salariale, des fluides et des autres dépenses contraintes. Le montant des éléments de CAF dégagés à ce stade représente 11,9 M€ et permet de financer 8,1 M€ d'investissement, ce qui porte le recours prévisionnel au fonds de roulement à 12,4 M€.

	N1N2 2025
Dépenses de fonctionnement (hors amort)	53 641 900
Dépenses de personnel	361 315 149
Amortissements et provisions	49 830 000
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	464 787 049
Recettes de fonctionnement	410 656 435
Financements amortissements et reprises provisions	37 930 000
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	448 586 435
RESULTAT	-16 200 614
<i>dont impact du N1-N2 sur le résultat</i>	<i>-16 200 614</i>
<i>dont reprise de recettes gagées en année antérieure</i>	<i>0</i>
Eléments de CAF	11 900 000
Dépenses d'investissement	8 092 232
Variation du fonds de roulement	-12 392 846

Résultat du vote :

Nombre de membres en exercice	37
Nombre de votants	31
Nombre de voix pour	26
Nombre de voix contre	0
Nombre d'abstentions	5
Ne participe pas au vote	0

Délibération :

Le Conseil d'administration de l'Université de Strasbourg approuve l'ensemble des éléments ci-dessus décrits.

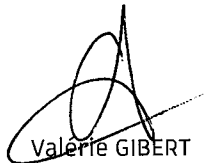
Destinataires :

- Madame la Rectrice déléguée pour l'enseignement supérieur et de la recherche
- Direction générale des services
- Direction des finances
- Agence comptable

La présente délibération du Conseil d'administration et ses éventuelles annexes sont publiées sur le site internet de l'Université de Strasbourg.

Fait à Strasbourg, le 10 octobre 2024

La Directrice générale des services



Valérie GIBERT

Note de l'Ordonnateur

Budget N1-N2/2025

Le projet de budget du niveau 1 aux niveaux 2 (N1-N2) est un document qui permet de répartir, au sein de l'université, les dotations Etat (de masse salariale et de fonctionnement), les ressources centrales de l'établissement et les contributions aux frais environnés de l'ensemble des unités de recherche, des composantes de formation et des services communs et centraux.

Il s'agit de la deuxième étape de préparation du budget initial, qui traduit les décisions de la Lettre d'Orientation Budgétaire. Ce projet sera ensuite soumis au vote des membres du Conseil d'administration en décembre, une fois agrégés les budgets initiaux des entités de niveau 2 (composantes, unités de recherche, services centraux, service communs). Le projet de budget N1-N2 est donc un acte préparatoire, qui permet aux élu.e.s du Conseil d'administration d'apprécier dans quelle mesure les ressources de niveau central permettent de couvrir les dépenses nécessaires à la mise en œuvre des orientations stratégiques de l'établissement. C'est sur ce socle que les entités de niveau 2 construiront leurs budgets initiaux, en consolidant l'ensemble de leurs ressources propres et de leurs dépenses. Comme les années précédentes, le projet de budget N1-N2 est présenté autour des **5 objectifs stratégiques de l'université en dépenses** : une formation créative, une recherche créative, une université internationale, une université de la confiance et une université de service public.

La construction du budget du niveau 1 aux niveaux 2 pour 2025 est établie sur l'hypothèse d'une **reconduction des dotations de l'Etat** notifiées en 2024. Ces dotations sont prévues en augmentation de près de 2,5 M€ par rapport au N1-N2 précédent.

La prévision de dotation de masse salariale (hors COMP) progresse de 3,3 M€ mais la comparaison avec 2024 est rendue délicate par le financement partiel des mesures salariales. En effet, la prudence qui guide la construction budgétaire de l'établissement conduit à reconduire la **compensation par l'Etat de seulement la moitié** de l'augmentation de la masse salariale découlant **des hausses du point d'indice de juillet 2023 et de janvier 2024**. Rappelons qu'en 2024, le N1-N2 partait de l'hypothèse d'une compensation totale des mesures salariales (comme en 2022) et que seuls 50 % ont été obtenus. Le **besoin de financement lié de 3,4 M€** a conduit à déséquilibrer davantage le budget initial 2024. La prévision 2025 intègre également l'extension en année pleine des mesures portées par la LPR (création et revalorisation des contrats doctoraux, création de chaires de professeur junior).

La dernière tranche de financement du **Contrat d'Objectifs, de Moyens et de Performances 2023-2025** (notifiée en masse salariale) est inscrite pour 1,78 M€ (contre 2,67 M€ pour la tranche 2024), la baisse de 0,89 M€ résultant de l'allocation dégressive de ces moyens. On relève que ce versement est conditionné à la réalisation des objectifs fixés dans le cadre des projets présentés dans le COMP.

Enfin, une relative stabilité de la dotation de fonctionnement est prévue (+78 k€) et le transfert d'une enveloppe dédiée à la vie étudiante de la dotation socle vers les actions spécifiques est intégré.

Les autres recettes de niveau central sont évaluées en hausse de 3,5 M€ dont 0,9 M€ au titre des ressources propres. En effet, des droits d'inscription des étudiants extra-communautaires sont inscrits pour 1 M€, la contribution de vie étudiante et de campus (CVEC) est prévue en augmentation de 0,1 M€ ainsi que différentes facturations de frais d'infrastructure, de locations, de prestations du datacentre et de mises à disposition de personnels pour 0,6 M€. A l'inverse, le préciput versé par l'ANR est révisé à la baisse, la projection 2024 n'étant pas atteinte, ainsi que le solde Idex destiné aux actions structurantes de recherche et de formation (-0,8 M€ au total).

Les frais environnés programmés progressent de manière importante (+2,6 M€). Cette hausse résulte principalement de l'évolution du taux de retour en central de l'enveloppe Idex-ITI qui passe à 20 %. La contribution aux frais environnés des ITI (calquée sur celle des anciens Labex lors de la première phase) est désormais alignée sur celle des leviers et conduit à un abondement complémentaire du N1-N2 de 1,7 M€. Le prélèvement sur les ressources propres de la formation est également révisé à la hausse (+0,9 M€) compte-tenu de l'évolution des recettes et du passage de 19 à 20 % des frais sur les revenus des formations en apprentissage.

Conformément à la LOB, les **dotations centrales aux composantes de formation, aux unités de recherche et aux services communs et centraux sont stabilisées** malgré le poids croissant de la masse salariale. La **réserve de précaution** abondée par les composantes **est également reconduite** pour développer le soutien à des actions de solidarité au service de la stratégie de l'établissement.

La **masse salariale** programmée au N1-N2 de 2025 se monte à **361,3 M€, en hausse de 9,4 M€** par rapport à l'an passé. La masse salariale des personnels titulaires et contractuels sous plafond Etat, gérée au niveau central, représente 333,2 M€ soit 8,6 M€ de plus qu'au N1-N2 précédent. Cette évaluation tient compte des différentes mesures salariales ainsi que d'un **GVT évalué à 1,8 M€** supporté intégralement par l'établissement.

Les heures d'enseignement financées par le niveau central, sous forme d'heures complémentaires, de référentiel et de missions complémentaires, représentent 10,2 M€. Le droit de tirage en heures complémentaires dans les diplômes nationaux est réduit de 0,3 M€ en lien avec la non dotation en heures des formations à faible effectif (évalué à 5 995 HETD). A l'inverse, les heures et le référentiel financés sur les moyens spécifiques à la réforme de la formation à l'Inspé et à la mise en œuvre de la CPES progressent de 0,3 M€.

La masse salariale des contrats doctoraux financés par l'Etat progresse de 0,9 M€ en lien avec la création de nouveaux contrats et la revalorisation salariale de toutes les cohortes.

Le **besoin de financement de la masse salariale couvert par l'établissement** représente ainsi près de **12 M€** contre 6,3 M€ au N1-N2 de 2024. La progression étant essentiellement liée au financement partiel de l'augmentation du point d'indice de 2023, des mesures bas salaire et de l'attribution de 5 points supplémentaires en 2024 (3,4 M€) et à l'absence de financement du GVT. Le poids de la masse salariale sur les fonds propres de l'établissement est croissant depuis 2022, les financements fléchés sur projet sont abondants mais ne contribuent que trop marginalement au fonctionnement général.

Les moyens alloués à la **politique immobilière** sont réduits de 5,4 M€ par rapport au dernier projet de budget N1-N2 sous l'effet de la **baisse projetée de la dépense de fluides de 5,5 M€**. Constatée à hauteur de 29,3 M€ au compte financier 2023, projetée à 18,6 M€ au budget rectificatif 2024, la dépense énergétique est évaluée à 15,5 M€ pour 2025. Les autres moyens dédiés aux contrats de maintenance, à la prévention des risques et aux déménagements sont augmentés (+0,2 M€). Par ailleurs, l'enveloppe dédiée à l'entretien locatif des bâtiments de formation et de recherche est revalorisée de 0,3 M€. Enfin, concernant les dépenses des services, des dotations complémentaires sont allouées pour la sûreté et la vidéoprotection ainsi que pour le numérique (0,2 M€).

La charge d'**amortissement net** des travaux et des équipements autofinancés est prévue à un niveau équivalent à celui du N1-N2 de 2024 (11,5 M€) et les **provisions pour passifs sociaux**, qui pèsent également sur le résultat, sont inscrites pour un montant net de 0,4 M€

Cette allocation interne des moyens aboutit à un **déséquilibre de fonctionnement négatif conséquent, se montant à 16,2 M€**. Les dépenses d'investissement étant programmées pour un montant de 8,1 M€, en deçà des 11,9 M€ d'amortissement et de provisionnement net, le **recours prévisionnel au fonds de roulement** à cette étape de la construction du budget se monte à **12,4 M€** et il est atténué par rapport à 2024. La situation financière de l'établissement reste donc préoccupante, ce d'autant que le contexte national fait craindre des baisses de financement non évaluables à ce jour et que les recettes de l'établissement (frais d'inscription pour l'essentiel) ne peuvent pas augmenter sensiblement.

Depuis 2022, dernière année où l'établissement a construit une allocation interne des moyens à l'équilibre, le poids de la masse salariale centrale sur les fonds propres s'est accru de 7,5 M€ et celui des fluides de 5,2 M€, causes principales du déséquilibre projeté pour 2025. La hausse des autres dotations allouées par le niveau central est équivalente à celle des ressources (5,6 M€).

Budget 2025

PREVISIONS DE RESSOURCES DE NIVEAU 1

DOTATION GLOBALE ETAT	Exécution 2022	Exécution 2023	Budget 2024	Budget 2025
Dotation masse salariale	323 814 192	343 150 616	342 499 874	344 904 321
Masse salariale	320 647 601	335 957 409	338 190 336	341 517 464
Masse salariale (dont contrats doctoraux) - socle n-1	315 084 677	317 794 866	323 688 953	330 616 410
Variation d'emplois	-327 652	-176 293		
Loi ORE - GEA Sélestat	80 000			
Contrats doctoraux fléchés	-48 714	-66 483		
LPR - Création de contrats doctoraux	208 599	290 136		
LPR - Revalorisation des contrats doctoraux	237 526	851 655		
LPR - Chaires de Professeurs Juniors	73 333	296 884		
LPR - Classement jeunes chercheurs, reclassement EC	157 279	-9 557		
LPR - Refonte indemnitaire EC, second degré et HU	1 654 720	2 920 520		
LPR - Repyramidage EC et second degré		52 409		
LPR - Refonte indemnitaire, repyramidage BIATSS	392 735	548 408		
Compensation PPCR	72 198			
Réforme des études de santé - envel. effectifs étudiants	929 338			
Crise sanitaire COVID 19 - recrutement psychologues	43 020			
Revalorisation indiciaire et indemnitaire filière administrative	802 032			
DSG 2022 - Moyens STAPS	180 000			
DSG2 2022 - rééquilibrage	300 000	300 000		
Protection sociale complémentaire	537 414	537 414		
Réforme des services de santé étudiante		115 043		
Augmentation du point d'indice juillet 2022		10 076 883	10 076 883	
Augmentation du point d'indice juillet 2023 (AS 2023)		1 781 673	4 424 500	3 422 997
Réforme de la formation initiale en INSPE	271 096	464 613		376 120
But - aide à la 3ème année		179 238		263 689
Révision personnel de santé 2023 (EAP)				200 241
Autres variations d'emploi				30 002
LPR 2023 & 2024 - Création Contrats Doctoraux (EAP)				537 186
LPR 2023 & 2024 - Revalorisation CD				934 008
LPR 2025 - Revalorisation CD				623 700
Contrats doctoraux fléchés				-100 101
LPR 2023 & 2024 - Chaires de Professeurs Juniors (EAP)				406 143
LPR 2023 & 2024 - Classement des jeunes chercheurs				127 204
LPR 2023 & 2024 - Refonte indemnitaire (PUPH)				174 287
LPR 2023 & 2024 - Refonte indemnitaire (EC et ens second degré)				2 884 825
LPR 2023 & 2024 - Repyramidage (EC et ens second degré)				96 624
LPR 2022 & 2023 - Repyramidage ITRF				368 867
LPR 2023 & 2024 - Revalorisation indemnitaire ITRF et bibliothèque				213 728
Réforme Santé - R2C transformation pédagogique				341 534
Actions spécifiques	3 166 591	7 193 207	4 309 538	3 386 857
Compensation décharges service d'enseignement IUF	176 720	222 751	217 151	201 407
Compensation PEDR IUF	100 375	109 000	106 750	99 250
Prolongation des CD, ATER et post doc suite Covid	572 156	41 376		
Indemnités de fonction CNU	100 000	101 828	100 000	100 000
Dispositif apprentissage	236 333	207 678	200 000	200 000
Réforme Santé - R2C transformation pédagogique	341 534	341 534	125 304	0
LPR - CRCT	70 000	100 000	100 000	80 000
LPR 2023 - indemnité différentielle 2 SMICS	118 242	64 990		
LPR 2023 - Reclassement des jeunes chercheurs	419 896	102 057		
Indemnité inflation	317 800			
Egalité des chances PPPE	18 333	47 500	47 500	90 000
Egalité des chances CPES		100 000	100 000	200 000
Places supplémentaires dispositif PAREO		6 000		2 000
Indemnité directeur d'INSPé	10 500	7 500	7 500	9 000
GIP IFI - soutien pour un poste de MCF	27 833	111 333	111 333	167 000
Subvention Labo U MESRI	656 869	660 647	524 000	458 200
LPR 2023 - Reclassement des EC - solde pour l'impact 21-27		178 571		
LPR 2023 - Repyramidage ITRF (provision IGE+IGR)		67 028		
LPR 2023 - RIPEC C1 professions libérales 2022		59 258		
Révision 2022-2023 personnel de santé		214 156		
Contrat d'Objectifs, de Moyens et de Performances 2023-2025		4 450 000	2 670 000	1 780 000
Dotation de fonctionnement	35 348 463	37 688 590	31 522 744	31 600 375
Fonctionnement Sympa net et enveloppe négociée	27 380 247	27 393 692	27 393 692	26 707 180
Dot° Sympa nette + env négociée + action sociale	27 753 586	26 766 267	26 766 267	26 766 267
Moyens aux laboratoires soclés	298 879	599 686	599 686	599 686
Contrat de vie étudiante (culture, santé sport)		686 512	686 512	0
ABES Elsevier	-672 218	-658 773	-658 773	-658 773
Compensation des exonérations de droits d'inscription	2 900 483	2 821 987	3 060 891	2 821 987
Exonération droits d'inscription	2 751 767	2 581 247	2 820 151	2 673 271
Exonération des DI stagiaires ESPE	148 716	148 716	148 716	148 716
Exonération des DI étudiants boursiers IEP		92 024	92 024	0
Actions spécifiques	5 067 733	7 472 911	1 068 161	2 071 208
Contrat de vie étudiante (culture, santé sport)				686 512
Concours ITRF	10 356	9 650	9 650	10 000
Crédits fonctionnement IUF	356 250	390 000	382 500	337 500
Remb. frais de déplacement CNU	92 119	56 742	100 000	100 000
URFIST	80 000	80 000	80 000	80 000
Bibliothèques ouvertes	76 611	76 611	76 611	76 608
Accompagnement étudiants handicapés	357 000	277 000	105 000	300 000
Dispositif apprentissage (frais formation)	55 623	217 506	55 000	175 000
LPR - Dotation au démarrage jeunes chercheurs	335 400	259 400	259 400	305 588
LPR - Moyens aux laboratoires		54 142		
Soutien ministère - surcoût énergétique	3 704 374	6 051 860		
Total dotation Etat	359 162 655	380 839 206	374 022 618	376 504 696

Budget 2025

PREVISIONS DE RESSOURCES DE NIVEAU 1

<i>RECETTES PROPRES</i>	Exécution 2022	Exécution 2023	Budget 2024	Budget 2025
<i>Droits d'inscription</i>	10 082 476	11 375 547	11 670 000	12 800 000
Droits de base d'inscription universitaires	6 510 190	6 669 809	6 900 000	6 900 000
Droits des extra UE (non exonérés)	0	0	0	1 000 000
Droits des bibliothèques	1 128 449	1 115 574	1 200 000	1 200 000
CVEC	2 443 837	3 590 164	3 570 000	3 700 000
<i>Autres produits</i>	4 022 002	5 078 745	5 306 149	5 878 239
Refacturation de frais d'infrastructure	525 459	746 632	950 000	1 250 000
Locations de salles / Redevances sur distrib automatiques	116 680	294 551	180 000	240 000
Prestations de service DC (reversées Dnum)	192 058	383 977	329 039	426 129
Echanges, décharges services, MAD, ORV (subro & autres)	2 058 547	2 436 112	2 600 000	2 700 000
Ventes Cartes Pass Campus perdues	13 400	17 900	18 000	18 000
Produits du prélèvement partenaires extérieurs	969 406	1 051 669	1 100 000	1 100 000
Participation HUS à la documentation électronique	137 341	138 766	120 000	135 000
UHA Enquete insertion professionnelle	9 110	9 138	9 110	9 110
<i>Autres Subventions</i>	2 756 583	3 002 365	2 798 700	1 954 000
Collectivités territoriales	66 767	58 500	68 700	58 000
Subventions Collectivités Carte culture	66 767	58 500	68 700	58 000
Etat : autres subventions	1 675 173	1 904 668	2 066 000	1 866 000
Préciput ANR	1 609 232	1 818 625	2 000 000	1 800 000
Subvention Médecine du travail	27 441	47 543	27 500	27 500
Subvention DRAC Carte culture	38 500	38 500	38 500	38 500
Autres Subventions	1 014 644	1 039 197	664 000	30 000
Actions structurantes pour projets recherche et formation	1 000 000	1 000 000	634 000	0
Participation divers partenaires Pass Campus	14 644	39 197	30 000	30 000
<i>Total recettes propres</i>	16 861 061	19 456 657	19 774 849	20 632 239
<i>Recettes encaissables</i>	376 023 716	400 295 863	393 797 467	397 136 935
<i>Contribution aux frais environnés</i>	9 996 250	10 571 705	10 900 000	13 519 500
Produits du prélèvement sur ressources propres formation	5 312 326	5 504 124	5 500 000	6 400 000
Produits du prélèvement sur contrats de recherche	969 106	1 144 409	1 200 000	1 200 000
Retour des AOT au niveau central	571 568	726 739	800 000	800 000
Retour frais de gestion IDEX	3 143 249	3 196 434	3 400 000	5 119 500
<i>Produits calculés</i>	34 163 104	39 020 482	34 900 000	37 930 000
Neutralisation des amortissements immeubles affectés	33 954 011	37 500 252	34 900 000	37 500 000
Reprise sur provision passifs sociaux	209 093	1 520 230		430 000
<i>Recettes non encaissables</i>	44 159 354	49 592 187	45 800 000	51 449 500
<i>TOTAL RECETTES</i>	420 183 069	449 888 050	439 597 467	448 586 435

Budget 2025

PREVISIONS DE DEPENSES DE NIVEAU 1

OBJECTIFS STRATEGIQUES	Budget 2024			Total dotations 2024	Budget 2025			Total dotations 2025
	Fonctionnement	Personnel	Investissement		Fonctionnement	Personnel	Investissement	
Une Formation créative	9 161 619	10 898 914	1 842 900	21 903 433	9 374 116	10 913 679	1 842 900	22 130 695
Dotation composantes	5 181 627		1 300 000	6 481 627	5 380 124		1 300 000	6 680 124
<i>dont Entretien locatif des bâtiments Formation et Recherche</i>	979 783				1 178 280			
Heures d'enseignement								
Heures complémentaires		7 412 264		7 412 264		7 349 529		7 349 529
<i>Droits de tirage</i>		6 712 264				6 394 529		
dont		1 283 860				1 283 860		
<i>IUT HC</i>		1 283 860				1 283 860		
<i>HC Loi ORE</i>		450 000				450 000		
<i>HC Licence SPS</i>		250 000				250 000		
<i>HC Réforme INSPE</i>						205 000		
<i>HC CPES</i>						50 000		
Référentiel		1 678 150		1 678 150		1 722 650		1 722 650
<i>Référentiel hors soutien ORE</i>		1 418 150				1 418 150		
<i>Référentiel loi ORE (invest pédag. + "oui-si")</i>		220 000				220 000		
<i>Référentiel Réforme de santé</i>		40 000				25 000		
<i>Référentiel Réforme INSPE</i>						53 500		
<i>Référentiel CPES</i>						6 000		
Missions complémentaires	100 000	1 040 000		1 140 000	100 000	1 040 000		1 140 000
Fonctionnement entités spécifiques	544 000	350 000	0	894 000	544 000	350 000	0	894 000
<i>Ease</i>	500 000				500 000			
<i>SFC</i>		350 000				350 000		
<i>Charte qualité / Service plus</i>	14 000				14 000			
<i>MSA</i>	30 000				30 000			
Fct DES et vacations scol centrale et PIX	35 000	115 000		150 000	35 000	115 000		150 000
Diffusion des savoirs et des musées	122 976	31 500	10 000	164 476	122 976	31 500	10 000	164 476
<i>Politique et gestion des collections</i>	32 148			32 148	32 148			32 148
<i>Planétarium</i>	34 838			34 838	34 838			34 838
<i>Jardin des sciences</i>	55 990	31 500	10 000	97 490	55 990	31 500	10 000	97 490
Culture, sciences en société	27 000	72 000		99 000	27 000	72 000		99 000
Politique documentaire	3 151 016	200 000	32 900	3 383 916	3 165 016	233 000	32 900	3 430 916
<i>Dotation de fonctionnement</i>	3 619 515	200 000	32 900		3 619 515	233 000	32 900	
<i>Dotation pour contribution BNU</i>	183 000				165 000			
<i>Dotation entretien locatif</i>	7 274				7 274			
<i>Dotation désociée vers l'ABES - licence ELSEVIER</i>	-658 773				-658 773			
<i>Dotation GIS URFIST</i>					32 000			
Appels d'offres exceptionnels			500 000	500 000			500 000	500 000
Une Recherche créative	6 932 134	14 755 800	700 000	22 387 934	7 332 274	14 956 250	700 000	22 988 524
Soutien à la Recherche	5 329 005		200 000	5 529 005	5 666 345		200 000	5 866 345
<i>dont LPR dotation récurrente</i>	599 686				599 686			
<i>dont LPR démarrage Jeunes chercheurs</i>	259 400				305 588			
<i>dont préciput ANR politique de site</i>					291 152			
Contrats doctoraux		14 727 000		14 727 000		14 915 250		14 915 250
<i>Contrats doctoraux Etat (dont LPR et fléchés)</i>		13 827 000				14 760 000		
<i>Contrats doctoraux ENS</i>		900 000				120 000		
<i>Contrats doctoraux handicap Etablissement</i>						35 250		
Entretien locatif des bâtiments Recherche	1 081 429			1 081 429	1 201 429			1 201 429
<i>Diverses entités</i>	119 429				119 429			
<i>IGBMC - CBI</i>	800 000				920 000			
<i>HUS</i>	62 000				62 000			
<i>CNRS</i>	100 000				100 000			
Soutien à la Valorisation de la Recherche	139 200	28 800		168 000	127 000	41 000		168 000
<i>Service de valorisation</i>	34 200	28 800			22 000	41 000		
<i>Ethologie</i>	105 000				105 000			
AS Crédits fonctionnement IUF	382 500			382 500	337 500			337 500
Soutien à l'investissement			500 000	500 000			500 000	500 000
Une université internationale	310 097	0	0	310 097	342 718	0	0	342 718
Politique internationale (dont franco-allemand)	195 156			195 156	195 156			195 156
MUI	13 500			13 500	13 500			13 500
Maison du Japon : fonct. et entretien locatif	8 441			8 441	8 441			8 441
Dotation GECT et fonct. Campus européen	93 000			93 000	125 621			125 621

Budget 2025

PREVISIONS DE DEPENSES DE NIVEAU 1

OBJECTIFS STRATEGIQUES	Budget 2024			Total dotations 2024	Budget 2025			Total dotations 2025
	Fonctionnement	Personnel	Investissement		Fonctionnement	Personnel	Investissement	
Une université de la confiance	5 049 581	1 301 000	969 700	7 320 281	4 581 934	1 875 000	577 600	7 034 534
Vie étudiante	1 443 400	1 197 600	962 600	3 603 600	1 583 000	1 771 600	570 500	3 925 100
Mission Vie étudiante	527 300	20 700		548 000	463 000	85 000		548 000
Mission Accueil des étudiants		80 000		80 000		80 000		80 000
Schéma directeur de la vie étudiante	30 000	70 000		100 000	60 000	40 000		100 000
Actions culturelles	51 100	28 900		80 000	70 000	30 000		100 000
Actions culturelles - salle de spectacle La pokop	11 000	85 000		96 000	49 000	81 000		130 000
Carte culture	234 000	100 000		334 000	234 000	100 000		334 000
Médecine préventive des étudiants	42 000	364 000	10 000	416 000	60 000	635 000	21 000	716 000
Service des sports	212 000	238 000	70 000	520 000	235 000	215 000	70 000	520 000
Pôle Solidarité	144 000			144 000	124 000	20 000		144 000
Projets transverses et investissements Vie étudiante sur CVEC	74 000		878 000	952 000	150 000	100 000	474 500	724 500
Accompagnement des Etudiants handicapés	10 000	90 400	4 600	105 000	30 000	265 000	5 000	300 000
Espace Avenir	99 000			99 000	99 000			99 000
Entreprenariat étudiant		107 100		107 100		107 100		107 100
Observatoire de l'insertion professionnelle	9 000	13 500		22 500	9 000	13 500		22 500
Politique sociale	1 115 934	103 400	7 100	1 226 434	1 178 934	103 400	7 100	1 289 434
Service d'action sociale	698 934			698 934	761 934			761 934
<i>Dotation et Infrastructure SPACS</i>	163 234				163 234			
<i>Participation aux dépenses d'actions sociale</i>	115 700				115 700			
<i>Restauration sociale</i>	420 000				483 000			
Recrutement des enseignants	45 000			45 000	45 000			45 000
Formation continue BIATSS et EC	342 000	68 400		410 400	342 000	68 400		410 400
Concours ITRF	15 000	20 000		35 000	15 000	20 000		35 000
Medecine du travail	15 000	15 000	7 100	37 100	15 000	15 000	7 100	37 100
Nouvelles missions transverses	2 490 247	0	0	2 490 247	1 820 000	0	0	1 820 000
Mission égalité, parité, diversité	25 000			25 000	25 000			25 000
Développement durable et responsabilité sociétale	15 000			15 000	15 000			15 000
Contrat d'Objectifs, de Moyens et de Performance 2023-2025	2 450 247			2 450 247	1 780 000			1 780 000
Une université de service public	37 363 299	324 928 760	4 693 922	366 985 981	32 010 858	333 570 220	4 971 732	370 552 810
Masse salariale	1 055 000	324 600 000	0	325 655 000	1 034 500	333 200 000	0	334 234 500
Rémunérations personnels plafond 1 (postes nationaux)	200 000	309 000 000		309 200 000	279 500	316 900 000	0	317 179 500
<i>Agents titulaires et contractuels sur postes de titulaires</i>	200 000	307 000 000			279 500	315 100 000		
<i>GVT</i>		2 000 000				1 800 000		
Rémunérations personnels plafond 1 (décisions Etab)		15 500 000		15 500 000	50 000	16 200 000		16 250 000
Rupture conventionnelle		100 000		100 000		100 000		100 000
FIPHFP	670 000			670 000	500 000			500 000
Paies à façon TG	185 000			185 000	205 000			205 000
Dépenses des services	5 820 533	324 260	988 922	7 133 715	5 855 321	360 220	1 261 732	7 477 273
Logistique administrative	1 813 000	13 500	15 000	1 841 500	1 995 000	13 500	15 000	2 023 500
<i>Services centraux</i>	955 000	13 500	15 000		955 000	13 500	15 000	
<i>Opérations déléguées - CNU</i>	100 000				100 000			
<i>Cotisations diverses</i>	200 000				230 000			
<i>Commissaires aux comptes</i>	70 000				75 000			
<i>Téléphonie</i>	38 000				10 000			
<i>Sûreté & vidéoprotection</i>	450 000				625 000			
Subventions attribuées	200 000			200 000	200 000			200 000
<i>Fondation Unistra</i>	200 000				200 000			
Politique du numérique	3 520 833	163 800	973 922	4 658 555	3 373 621	199 760	1 246 732	4 820 113
<i>Dotation de fonctionnement</i>	493 743	163 800	554 720		548 986	199 760	582 025	
<i>Logiciels</i>	2 123 496				2 223 824			
<i>Data centre</i>	446 482		37 447		338 239		26 473	
<i>Jouvence (dt SBU)</i>	37 000		177 000		37 000		335 700	
<i>PAD/MAV</i>	125 000		120 000		50 000		80 000	
<i>OSIRIS</i>	295 112		84 755		175 572		222 534	
Pass Campus	72 100	66 500		138 600	72 100	66 500		138 600
Alumni	45 000			45 000	45 000			45 000
Communication	169 600	80 460		250 060	169 600	80 460		250 060

Budget 2025

PREVISIONS DE DEPENSES DE NIVEAU 1

OBJECTIFS STRATEGIQUES	Budget 2024			Total dotations 2024	Budget 2025			Total dotations 2025
	Fonctionnement	Personnel	Investissement		Fonctionnement	Personnel	Investissement	
Politique immobilière	30 487 766	4 500	3 705 000	34 197 266	25 121 037	10 000	3 710 000	28 841 037
Fonctionnement DPI	76 500	4 500		81 000	50 000	10 000	5 000	65 000
Maintenance et entretien du bâti	1 870 000		2 700 000	4 570 000	1 870 000		2 700 000	4 570 000
Entretien locatif	3 417 666			3 417 666	3 526 037			3 526 037
<i>Contrats d'entretien et maintenance DPI</i>	3 401 666				3 501 666			
<i>dont IUT</i>	193 666				193 666			
<i>Service des sports</i>	16 000				24 371			
Fluides	20 976 000			20 976 000	15 500 000			15 500 000
<i>dont IUT</i>	700 000				670 000			
Travaux d'efficacité énergétique et de sécurité			1 000 000	1 000 000			1 000 000	1 000 000
Nettoyage (marché)	3 668 500			3 668 500	3 575 000			3 575 000
<i>dont IUT</i>	118 500				125 500			
Déménagements suite programme immobilier	20 000			20 000	70 000			70 000
<i>Centre sportif 2025</i>					50 000			
<i>SBU 2025</i>	20 000				20 000			
Prévention Sécurité Environnement	304 100		5 000	309 100	375 000		5 000	380 000
Equipes IGH + sécurité	155 000			155 000	155 000			155 000
Total dépenses décaissables	58 816 730	351 884 474	8 206 522	418 907 726	53 641 900	361 315 149	8 092 232	423 049 281
Dépenses non décaissables	46 400 000	0	0	46 400 000	49 830 000	0	0	49 830 000
Provisions passifs sociaux				0	830 000			
Amortissements	46 400 000			46 400 000	49 000 000			
<i>amortissement et provisions nets</i>				<i>11 500 000</i>				<i>11 900 000</i>
Total général des dépenses	105 216 730	351 884 474	8 206 522	465 307 726	103 471 900	361 315 149	8 092 232	472 879 281
Total général des recettes	439 597 467	11 500 000	451 097 467	448 586 435	11 900 000	460 486 435		
Variation du FR				-14 210 259				-12 392 846

	N1N2 2024	N1N2 2025
Dépenses de fonctionnement (hors amort)	58 816 730	53 641 900
Dépenses de personnel	351 884 474	361 315 149
Amortissements et provisions	46 400 000	49 830 000
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	457 101 204	464 787 049
Recettes de fonctionnement	404 697 467	410 656 435
Financements amortissements et reprises provisions	34 900 000	37 930 000
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	439 597 467	448 586 435
RESULTAT	-17 503 737	-16 200 614
<i>dont impact du N1-N2 sur le résultat</i>	<i>-17 076 231</i>	<i>-16 200 614</i>
<i>dont reprise de recettes gagées en année antérieure</i>	<i>-427 506</i>	<i>0</i>
Eléments de CAF	11 500 000	11 900 000
Dépenses d'investissement	8 206 522	8 092 232
Variation du fonds de roulement	-14 210 259	-12 392 846